

A mon avis, il serait beaucoup plus dangereux d'entraver la liberté de parole aux États-Unis, au Canada, en Grande-Bretagne et dans toute autre démocratie, que d'accorder l'entière liberté dont on jouit en régime démocratique. L'échange d'idées et l'examen des faiblesses d'autrui nous rend plus fort pour affronter la longue lutte qui s'annonce.

Les documents mis à jour à ce sujet au cours des procès de Nuremberg ont clairement démontré que la plus grande faiblesse de la dictature allemande a été de supprimer la liberté de parole. Cette nation, qui avait déjà compté des hommes de science réputés et de grands humanistes, a si bien supprimé la liberté de parole que ses savants ont été incapables d'aider la nation à manifester toute sa puissance latente.

Les humanitaires, non plus, qui avaient vécu là et, par le passé, consacré leur vie à leurs idées humanitaires, n'avaient pas le moyen de mettre un frein à la bestialité du vile régime au pouvoir qui a infligé tant d'horreurs et tant de destruction au monde.

S'il faut choisir entre une liberté de parole trop large, d'une part, et insuffisante, de l'autre, mieux vaut pencher du côté de la liberté. Au Canada, nous ferions bien de ne pas censurer trop sévèrement ceux qui cherchent à se renseigner à fond sur les questions d'intérêt public; mieux vaut faire un examen de conscience et nous demander si, en cette heure très critique, nous sommes aussi au courant que nous devrions l'être des questions d'importance publique.

Il y a lieu, à mon avis, de discuter bien des problèmes librement et ouvertement à la Chambre. Notre méthode est différente; nous sommes fiers de l'efficacité de notre régime parlementaire. Il convient, alors, de démontrer qu'il fournit amplement l'occasion d'examiner tous les faits d'importance publique au sujet desquels il ne faut pas réellement garder le secret.

De fait, on ne renseigne pas la population sur le détail de l'activité du Gouvernement de façon à indiquer que le ministère des Affaires extérieures et celui de la Défense nationale abordent vraiment ces questions en fonction de l'existence de la crise dont on nous a parlé au début de la session. De deux choses l'une: le Gouvernement nous rend ridicules en nous demandant de lui conférer des pouvoirs aussi vastes et de lui voter des sommes aussi énormes en vue de parer à une crise, ou bien nous devons faire face à des menaces graves et urgentes à notre liberté, qui exigent les mesures les plus énergiques et les plus efficaces.

On nous berce pour nous donner un sentiment illusoire de sécurité. Si la crise que nous traversons est telle que nous l'expo-

saient ceux qui, au début de la présente session, demandaient des pouvoirs d'urgence, la déclaration du secrétaire d'État aux Affaires extérieures ne laissait rien deviner des sacrifices que les Canadiens auront à consentir.

Le temps est actuellement ce qu'il y a de plus précieux au Canada, plus que les métaux, le bois, les engins de guerre ou même les hommes. Pourtant, on le gaspille comme s'il ne comptait pas. Ce n'est guère faire honneur à la faculté qu'ont les hommes et les femmes libres de maintenir la démocratie en sa pleine puissance et vertu que de remettre au lendemain des décisions qui influent sur la vie de chacun des Canadiens et de prétendre qu'il n'est pas bon que la population sache la vérité.

Il ne semble pas que nous nous soyons encore rendus compte à quel point les rapports du Canada avec le reste du monde sont changés, ni de toutes les conséquences qu'entraîne cette transformation. Jadis, le rôle de la diplomatie était tout autre que ce qu'il est devenu. Celui qui passe encore aujourd'hui pour l'un des plus grands penseurs militaires, Clausewitz, ne faisant que répéter une vieille maxime militaire lorsqu'il écrivait que la guerre n'est qu'un prolongement de la diplomatie.

Cette déclaration se produisait à une époque où les alliances internationales étaient fort restreintes et où la plupart des nations s'occupaient, en somme, de leurs propres affaires, modifiant leur attitude de jour en jour, cherchant à suivre une voie plutôt incertaine, toujours dans l'espoir, toutefois, de préserver la paix, à moins qu'elles n'aient été l'un des rares pays agresseurs qui, de temps à autre, apparaissent dans l'histoire.

Dans une très large mesure il faut attribuer les deux Grandes Guerres, celle de 1914 comme celle de 1939, au défaut de tout programme bien précis, de tout engagement bien défini. Il y a de très bonnes raisons de croire que, si l'Allemagne avait pu être convaincue qu'une attaque contre les Pays-Bas, la Belgique et la France aurait provoquée une grande alliance militaire des nations du monde entier, jamais cette attaque n'aurait eu lieu.

Nous avons sans doute d'aussi bonnes raisons de croire que l'Allemagne n'aurait probablement jamais attaqué la Pologne en 1939, ni même songé à le faire, eût-elle su que cette agression aurait fini par réunir le Royaume-Uni, la France, les États-Unis et presque toutes les nations du monde occidental. On a de fait déclaré à maintes reprises que la première aussi bien que la seconde guerre mondiale étaient évitables et qu'on aurait pu les éviter si les démocraties avaient été suffisam-